

# La crise politique en cinq coups de théâtre

- Après trois semaines de crise, la suédoise est tombée cette semaine.
- Le gouvernement rêvé de la N-VA et risqué de Charles Michel s'est éteint.
- Récit en coulisse d'une tragédie en cinq actes pour le moins théâtraux.

**MERCREDI  
31 OCTOBRE,  
APRÈS-MIDI**

## Le « niet » inattendu de la N-VA au pacte migratoire

Une nouvelle semaine débute ce 31 octobre pour les ministres fédéraux. Au MR et à la N-VA, on digère lentement le résultat électoral du 14 octobre, que l'on aurait préféré plus porteur. Mais tout semble concourir à ce que la suédoise poursuive sa route jusqu'aux élections, en capitalisant sur les « jobs jobs jobs » créés, moyennant quelques disputes pré-électorales de routine. Mais à 9h16, la digue connaît une première fissure. Une dépêche de l'Agence France Presse annonce : « *L'Autriche se retire du pacte migratoire.* » Elle n'échappe évidemment pas au très connecté Theo Francken, secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration. Dans l'après-midi, il appelle Charles Michel. Un coup de fil de routine concernant le rythme de réduction du nombre de places d'accueil pour les demandeurs d'asile. En fin de conversation, il dit : « *Au fait, tu as vu que Kurz se retirait du pacte ? Cela pourrait poser un problème pour nous.* » Le Premier ministre dit prendre acte, et les deux hommes conviennent d'en reparler avec le vice-Premier N-VA Jan Jambon la semaine suivante. A ce stade, Charles Michel ne s'inquiète pas. Mais à la N-VA, on considère déjà qu'il va y avoir un très gros pro-

blème. « *Pour nous, il y a un iceberg droit devant* », résume une très bonne source au parti. La presse et l'opinion belges ne s'émeuvent absolument pas de cette volte-face autrichienne. Personne ne s' imagine que cette décision pourrait connaître des répliques meurtrières en Belgique. Il faut dire que le pacte migratoire fait peu débat dans le pays. Et ce n'est pas un hasard : à toutes les étapes de la procédure d'approbation, la N-VA a certes émis des réticences, mais jamais de veto. Un accord de principe est même intervenu dans les instances administratives compétentes, ce qui avait donné à Charles Michel toute latitude pour s'engager formellement à l'ONU, le 27 septembre, dans des termes devenus célèbres : « *Mon pays signera à Marrakech en décembre le pacte global pour la migration. Ce texte est une avancée majeure qui clarifie les différents concepts et offre un levier pour une gestion organisée et maîtrisée de la mobilité internationale.* » Mais un fait est passé sous les radars, sauf ceux de la N-VA : ayant eu vent des critiques contre le pacte depuis quelques semaines, le Vlaams Belang, qui a ravi des voix à la N-VA aux communales, a commencé à s'agiter. Des pétitions, lancées par l'extrême droite flamande circulent et se noircissent de signatures. Cela n'a pas échappé à Theo Francken. Le secrétaire d'Etat fait remonter le problème jusqu'à Bart De Wever, au sein de son parti. On consulte des juristes et le risque de voir le pacte assouplir la politique migratoire menée en Belgique est considéré comme réel. Après les vacances de Toussaint et un bureau de parti de la N-VA, Jan Jambon avertit Charles Michel : « *On a un problème avec le Pacte migratoire. Un gros.* »

BERNARD DEMONTY

**LUNDI 5 NOVEMBRE, LE MATIN**

## La ruade de Charles Michel contre la N-VA

Le 5 novembre, à l'aube. Au moment où Jan Jambon, le vice-Premier N-VA fait savoir au Premier ministre qu'il s'opposera au pacte migratoire, Charles Michel répond : « *Tu sais, on ne bougera pas.* » La N-VA a sans doute imaginé qu'un compromis serait possible avec le MR. Après tout, plusieurs dossiers délicats ont pu être déminés sous la législature. Mais un élément a échappé aux stratèges du grand parti flamand. Le MR a pris des coups aux élections communales et les informations qui remontent du terrain wallon indiquent que l'impression du « scotchage » à la N-VA explique en partie la déconvenue. La N-VA part donc à la négociation sans savoir qu'un mur difficilement franchissable est en train de se construire. Et commet une première légèreté dans sa communication. La porte-parole de Theo Francken rend public le problème politique autour du pacte migratoire sans prendre de gants. Elle dit au *Standard* : « *Nous ne signerons pas ce pacte.* » Branle-bas de combat à la N-VA : Jan Jambon, le vice-Premier nationaliste et garant de la stabilité gouvernementale, vient avec la pompe à incendie : il nuance. « *Nous n'avons pas dit que nous refuserions de signer.* » C'est pourtant bien la position arrêtée au sein du parti. Sentant le problème plus aigu

que ce qu'il apparaissait au début, le Premier ministre, son chef de cabinet et leurs équipes envisagent désormais toutes les hypothèses. Quelles conséquences peuvent avoir notre refus. Dès l'aurore, tous les scénarios sont envisagés, depuis le compromis jusqu'à la crise ouverte avec, à l'embouchure, un risque d'élections anticipées. Le Premier ministre sait que la N-VA pourrait claquer la porte, mais il se dit que le prix à payer serait élevé pour Bart De Wever : le risque d'être responsable de la chute du gouvernement (très coûteux électoralement dans la tradition belge), le risque de s'aliéner le monde des affaires, et le risque aussi de devoir renoncer à toute réforme de l'Etat pour cinq ans. Car s'il n'y a plus de gouvernement, il n'y aura plus non plus d'accord du MR sur les articles à réviser. Le MR se sent en confiance et va au bras de fer. Au bureau du MR, le Premier ministre s'emporte. « *J'irai jusqu'au bout, quelles qu'en soient les conséquences.* » A son tour, le point de vue du Premier ministre fuite dans la presse. Le *Soir* titre : « *Le Premier ministre prêt à la crise avec la N-VA.* » La plus grosse crise de la suédoise apparaît au grand jour.

# MARDI 4 DÉCEMBRE, 13H10

## La campagne explosive de la N-VA

« Bart, on va lancer la campagne de communication autour du pacte migratoire, OK pour toi ? » Ce mardi 4 décembre, en matinée, le service de communication de la N-VA, fort d'une armée de 22 personnes, organise un brainstorming. Le but est de concrétiser une idée avalisée par la direction du parti quelques jours plus tôt, et qui consiste à s'adresser directement au public pour faire comprendre l'opposition de la N-VA au pacte migratoire. Les membres de l'équipe définissent les slogans. L'un d'entre eux choisit les visuels sur divers sites internet. Le directeur de la communication du parti valide les visuels. Bart De Wever donne son accord final sur le lancement de la campagne. Le webmaster du site de la N-VA clique sur « envoyer ».

Et c'est la catastrophe. Très vite, la campagne provoque un tollé général sur les réseaux sociaux. En six images, rappelant l'iconographie du Vlaams Belang, le parti donne ses six arguments contre le pacte. Le slogan « Pacte migratoire = accès à la sécurité sociale, même pour les illégaux » est accompagné d'une file de migrants. On voit de jeunes étrangers sur un banc qui écoutent de la musique avec le slogan : « Pacte migratoire : assouplissement des procédures de regroupement familial ». On voit des femmes voilées, avec les mots : « Pacte migratoire = focus sur le maintien de la culture d'origine des migrants » - une image par ailleurs prise en Allemagne et utilisée sur des sites identitaires. C'est la panique au parti, réputé justement pour sa communication huilée. Les téléphones chauffent. A la Chambre, le chef de groupe, Peter De Roover, avertit le quartier général. Il appelle Bart De Wever, qui a certes lancé la campagne, mais qui n'avait pas vu les images.

Pendant ce temps, à la résidence du Premier ministre au Lambermont, Charles Michel prépare un Conseil des ministres restreint très délicat avec le vice-Premier N-VA, Jan Jambon. Celui-ci regarde la campagne sur son téléphone. Devient blême. Charles Michel demande le retrait immédiat de l'opération. Il ne devra pas insister. Bart De Wever a déjà pris cette décision, dit-on à la N-VA. La campagne est retirée.

Mais les dégâts sont là. Jan Jambon : « Nous avons fait une erreur sur les images choisies et sur le moment choisi pour la diffuser. Les gens font des erreurs, cela existe dans notre parti également. » Bart De Wever, lui-même « sort » dans l'émission de l'après-midi de la radio d'info de la VRT : « Il faut reconnaître qu'une faute a été commise. La meilleure façon de limiter les dégâts, c'est de tout arrêter. Et c'est ce que nous avons fait. »

Furieux, Charles Michel annonce l'annulation du conseil des ministres restreint. En soirée, il convoque la presse et parle d'une campagne « inacceptable, scandaleuse, indigne ». Fin de l'épisode. Les jours du gouvernement fédéral sont désormais comptés.



### La conférence de presse finale de la N-VA

Le soir tombe ce samedi sur Bruxelles. Tout va se jouer ce soir. Le vice-Premier N-VA Jan Jambon le sait. Le Premier ministre, Charles Michel aussi. Ils se sont vus en tête à tête avant le conseil des ministres restreint, qui va débiter, « pour éviter les engueulades ». Les deux hommes n'attendent plus rien de ce conseil. Les positions sont plus éloignées que jamais. La N-VA veut que la Belgique s'abstienne lors du vote sur le pacte migratoire. Charles Michel refuse : s'abstenir, c'est rejeter le pacte. Le conseil débute. Le Premier ministre donne la parole à Jan Jambon. « Nous demandons l'abstention. » Refus cinglant de toutes parts. Jan Jambon et Theo Francken quittent théâtralement la salle. « Nous allons communiquer. »

Et là, tout se précipite. Le plan de la N-VA se met en place. Le parti annonce une conférence de presse dans la demi-heure. Tout est prêt. La table. Et surtout la rhétorique de campagne. Bart De Wever arrive, mi-irrité, mi-grinçant. « Si Charles Michel persiste à vouloir partir dimanche à Marrakech pour approuver le pacte migratoire, il partira comme Premier ministre d'une coalition suédoise et atterrira comme Premier ministre d'une coalition Marrakech. » Pressé de préciser, Bart De Wever n'en fera rien. Mais tout le monde a compris : les ministres N-VA quitteront le gouvernement si Charles Michel s'envole.

Au Lambermont, c'est le branle-bas de combat. Charles Michel savait que la N-VA allait communiquer. Mais pas de cette façon. Il voit le piège. Un témoin : « Laisser tomber le gouvernement au moment précis où Charles Michel prendrait l'avion, cela aurait été catastrophique en termes de communication. Le mat kamikaze n'aurait jamais été aussi approprié. » Petite communication avec les vice-Premiers CD&V et VLD : on décide de couper l'herbe sous le pied de la N-VA. Charles Michel fait entrer les caméras. Et annonce en direct : « Je prends acte que la N-VA a quitté le gouvernement », ce qui n'était pas matériellement exact. Et Charles Michel d'annoncer le remplacement immédiat des ministres « démissionnaires ». Fin de l'acte 4.

# MARDI 18 DECEMBRE, 19H44

## La démission surprise de Charles Michel

Charles Michel savait-il ce mardi matin qu'il remettrait sa démission le soir même ? Il s'en doutait, mais pensait encore qu'une autre issue était possible. Il gardait toutefois le doigt à proximité du siège éjectable et savait, que si les choses tournaient mal, qu'il l'activerait. En ce début d'après-midi, malgré les doutes de ses partenaires gouvernementaux du CD&V et du VLD, il tente encore de sauver son gouvernement. Son but : continuer la route sans la N-VA, avec un soutien du parlement à géométrie variable en fonction des dossiers. Il a prévenu ses partenaires du CD&V et du VLD de sa démarche. Mais n'a pas insisté sur les détails. C'est ce qui donne à la scène qui va suivre son côté théâtral. Derrière le pupitre, contre toute attente, le Premier ministre donne des accents sociaux à son intervention, bien plus sociaux que la partition jouée durant quatre ans dans l'orchestre suédois. « *N'exagérons quand même pas, tempère même pas plaidé pour la semaine des quatre jours ou le retour de la pension à 65 ans.* » N'empêche : on tombe de son siège rembourré au VLD quand on entend le Premier ministre renoncer au vote du budget, en lançant les « douzièmes provisoires », une formule qui

permet de fonctionner sans budget voté. Et même si on s'y attendait dans une certaine mesure, on écoute un peu méduisé le Premier ministre accepter de parler de la baisse de la TVA sur l'électricité ou les hausses d'allocations sociales.

L'opposition est encore plus retournée. Il y avait bien eu quelques contacts préalables avec le Premier ministre mais, en cette fin d'après-midi, personne ne peut accepter la main tendue d'un Premier ministre si critiqué durant quatre ans. Et c'est l'opposition qui tire la première, et répond aux avances du Premier par l'annonce offusquée d'une motion de méfiance. Dans une parfaite unité, la gauche s'apprête à l'éconduire. Mais Charles Michel a relu sa Constitution. Et sait que pour que cette motion soit valide, il faut qu'un gouvernement soit en place. Usant d'un autre de ses droits constitutionnels, il demande la parole. Sur les bancs de l'opposition, on entend : « *Il va nous baiser.* » Et Charles Michel envoie : « *Mon appel n'a pas été entendu. Je me rends immédiatement au Palais,* retirant la cartouche du pistolet de l'opposition puisque la motion devenait du même coup sans objet. C'était la dernière carte du Premier ministre, celle qui lui a sans doute permis d'éviter les élections anticipées. Et assuré une sortie théâtrale.

### PROMESSE

#### TVA réduite sur le mazout ? Pas sûr...

Depuis un moment, l'idée flotte dans l'air : pourquoi ne pas réduire la TVA sur le mazout de chauffage ? Le CDH l'a proposé. Le Parti socialiste également, qui propose par ailleurs de réduire les accises sur le diesel et l'essence. La plupart des économistes jugent l'idée farfelue au regard des objectifs climatiques (une diminution des prix mènera à une augmentation de la consommation, donc des émissions de CO<sub>2</sub>). « *C'est le contraire qu'il faudrait faire, dit l'un d'eux, il faudrait taxer davantage les combustibles fossiles tout en redistribuant le produit des taxes en priorité aux plus démunis et les aider à réduire leur consommation.* » Par ailleurs, il y a un hic majeur : seul un certain nombre de produits et de services peut bénéficier d'un taux de TVA réduit. C'est une directive européenne de 2006 qui le dit. Et elle dresse une liste limitative sur laquelle le mazout de chauffage ne figure pas. A moins qu'elle s'applique à un chauffage urbain, l'idée sera donc recalée par l'Europe. « *Cette promesse n'engage que celui qui y croit,* » résume un spécialiste de la fiscalité environnementale.

MDM

# Des affaires courantes pour quoi faire ? Chaque parti a sa liste

À terme de deux jours et demi de consultations, le Roi a tranché vendredi et mis fin, au moins temporairement, à la crise politique qui agita le pays : il a accepté la démission du gouvernement minoritaire Michel Ix (MR, CD&V, VLD). Qui est donc officiellement en affaires courantes. Que va-t-il se passer désormais ? Que vont faire les partis durant ces affaires courantes ? Quelles politiques souhaitent-ils faire passer malgré le gouvernement démissionnaire ? Réponses.

**1 Pas d'élections anticipées.** En acceptant la démission de l'orange bien-étre, Philippe la toutefois chargée de « l'expédition des affaires courantes ». Autrement dit : il n'y aura pas (a priori) d'élections anticipées, le Roi ayant constaté, dans le chef des partis, « une volonté politique de garantir la bonne gestion du pays jusqu'aux prochaines élections ». Que leur demandent-ils durant les quatre prochains mois avant la dissolution des chambres et le triple scrutin du 26 mai ? Il appelle les « responsables politiques et institutions, en qui il réitère sa confiance, [à] apporter une réponse appropriée aux défis économiques, budgétaires et internationaux, et aux attentes de la population, notamment sur le plan social et environnemental ». Philippe souhaite donc que ces mois ne soient pas des mois d'immobilisme, mais une période utile pour appréhender les défis socio-économiques, dans un cadre budgétaire crédible, sans oublier ni certains dossiers internationaux ni les demandes citoyennes (pouvoir d'achat, climat...).

Et pour que tout cela soit possible, une bonne entente entre institutions matures, entre gouvernement et Parlement, est nécessaire. Pour y veiller (certains craignent une frêle d'empoigne permanente), le président de la Chambre et le Premier ministre « l'informeront respectivement, à intervalles réguliers, de l'état d'avancement des travaux ». Voilà qui permettra par ailleurs au Roi de remplir le rôle que lui confère la Constitution dans une crise politique. En outre, deux ministres seront chargés de faire le lien avec le Parlement durant cette période préélectorale, a annoncé Kris Peeters sur VTM. Les deux ministres qui assumeront cette responsabilité ne sont pas encore connus.

**2 Les ambitions climatiques.** Climat, climat, climat... L'incantation est sortie de la bouche de Charles Michel (MR). Elle a été reprise par la quasi-totalité des partis. Une marche de 75.000 personnes, le 2 décembre, est passée par là. Que faire d'ici au mois de mai ? Personne n'ose dire que c'est en six mois que l'on va révolutionner notre politique. Mais tout le monde souligne « l'urgence » et se dit ouvert à travailler. Même si tout n'est pas totalement clair, quelques priorités sont évoquées déjà par les partis qui accepteraient de soutenir de l'extérieur un gouvernement rabougri. Principale demande du PS, c'est la dotation de la SNCB qu'il faut augmenter : le budget mobilité figure aussi dans les priorités. Le CDH évoque un taux de TVA réduit sur les travaux d'isolation des logements neufs, et pas seulement ceux de plus de 10 ans. Les humanistes plaident également pour relever le plafond d'intervention du fonds social mazout (17.000 euros annuels bruts pour un ménage). Il faut aussi adopter le projet de budget mobilité, ajoute Catherine Fonck, en élargissant son champ d'application pour pouvoir l'utiliser pour son logement. Chez Ecolo, on évoque le début de travaux qui permettront de doter la Belgique d'une « loi spéciale climat », garante d'une

meilleure coordination intrapartie. L'idée d'une révision de l'article 7bis de la Constitution flotte, mais peu de détails à ce stade. « Il faut également une mise à jour du plan national énergie-climat afin de le mettre en phase avec des ambitions plus fortes. » En coulisses, l'idée de pousser davantage l'éolien offshore circule. « Il faut aller rechercher des idées qui ont été écartées », dit Nollet.

### 3 Ce que chacun défendra au Parlement.

Dans les rangs francophones, tous les partis n'ont qu'un mot à la bouche : pouvoir d'achat. Normal, avec en amont la pression des gilets jaunes et en aval la perspective d'un estuaire électoral.

Le PS entend privilégier le rehaussement de l'enveloppe bien-être de 354 millions. Montant qui avait été budgété par la suédoise mais ne pourra être appliqué, faute de vote sur le budget. De même, le PS souhaite confier un budget de 500 millions aux partenaires sociaux, à charge pour ceux-ci de les répartir en faveur du pouvoir d'achat. Enfin, ils défendent l'idée de la gratuité de la consultation chez le médecin généra-

laire, qui avaient été mises au frigo ; outre l'idée d'accorder aux bourgmestres le pouvoir de fermer des entreprises qui cacheraient des activités illégales (drogue, trafic d'êtres humains, terrorisme).

Reste à savoir ce qui pourra réellement être concrétisé de tout ceci... ■

MICHEL DE MUELENAERE,  
MARTINE DUBUISSON  
PASCAL LORENT

liste. Cette dernière proposition n'est pas très éloignée des vues du CDH. Autre point de rencontre : la TVA sur l'électricité, que les centristes, comme Défi et le PS, aimeraient ramener à 6 %. Sans en faire un tabou, MR et Ecolo défendent des baisses plus ciblées sur les bas revenus. Défi préfère agir via le levier fiscal : augmenter la quotité exonérée d'impôt à l'IPP, au niveau du revenu d'intégration d'un isolé, à indexer chaque année.

Le PTB, lui, remet en question l'allongement des carrières et la flexibilisation du marché du travail. Il proposera aussi de réintroduire le prix du carburant dans le calcul de l'index, là où Défi envisage de supprimer le mécanisme du cliquet positif pour les accises et prix des carburants. Les verts, eux, tenteront de faire progresser différentes propositions en matière de démocratie participative.

Le MR, lui, n'entend pas jeter quatre années de suédoise aux oubliettes. Mais souhaite concrétiser le jobs deal de l'été. A son menu, notamment, la dégressivité accrue des allocations de chômage, « mais il reste des questions pratiques à régler sur ce point ». Les bleus veulent aussi, comme le CDH, renforcer justice et sécurité.

Un point commun avec la NVA, qui espère aussi concrétiser ce que la suédoise n'a pu finir : le jobs deal, avec son volet dégressivité des allocations de chômage ou emplois en pénurie : les visites domiciliaires ou

*diagonale* Dis-moi comment tu viens au palais, je te dirai de quel parti tu es...

**A** l'heure où la com est reine, nos représentants ne laissent rien au hasard. On a relevé les messages plus ou moins subtils des présidents de parti avant de franchir les grilles du palais royal cette semaine. On a peut-être moins fait attention aux moyens de transport qu'ils avaient privilégiés alors que là aussi, il y avait des messages codés.

On passera sur l'arrivée tonitruante en voiture de Charles Michel mardi soir à Laeken. Il faut dire qu'il avait une horde de journalistes surexcités à ses

baskets. L'option trottinette électrique n'était pas vraiment envisageable.

On peut classer les autres visiteurs en trois catégories.

Primo, les classiques « à l'ancienne ». Quand on vient de Bastogne (du moins, le suppose-t-on), comme Benoît Lutgen, et qu'il faut être à 9 h du matin chez le Roi pour inaugurer les consultations, on mise apparemment plus sur la voiture que sur le train. On notera que le président du CDH était derrière le volant, à la différence de ses collègues du PS et

de la N-VA.

Bart De Wever et Elio Di Ruvo ont donc le point commun d'être arrivés en voiture avec chauffeur. La méthode est rodée : ça en jette et on n'est pas dérangé par les journalistes à qui on peut se contenter de faire un petit coucou par la vitre, quand elle n'est pas teinte.

Pour le côté écolo par contre, on repassera. Gwendolyn Rutten (VLD) s'est tout de même démarquée en optant pour une petite Smart électrique. Malin. Deuzio, les marcheurs. On

précisera tout de même que nous n'avons pas vérifié si les tenants de cette catégorie ne s'étaient pas fait déposer au coin de la rue par leur chauffeur.

**Conviction ou opportunisme?**

Il n'empêche, au deuxième jour des consultations, la grande tendance, c'était la marche. John Crombez (S.P.A) a affronté la pluie, les mains enfouies dans les poches. Jean-Marc Nollet (Ecolo), accompagné de Zakia Khattabi, avait été plus prévoyant en apportant

son parapluie. Sans doute un hommage au proverbe norvégien : « Il n'y a pas de mauvais temps, il n'y a que des mauvais équipements. » Meyrem Almaci, présidente de Groen, avait aussi choisi de fouter les pavés à pied, tout comme Olivier Maingain (Défi) puis Peter Mertens (PTB) vendredi. Par conviction ou par opportunisme ? Chacun jugera.

Troisième groupe, les novateurs. On a cité Gwendolyn Rutten et sa Smart électrique. On n'oubliera pas Wouter Beke. Le patron du CD&V avait misé

sur le vélo électrique. « C'est pratique pour se déplacer à Bruxelles », a-t-il glissé à nos confrères de RTL. La vague « écolo-bobo » a cependant été balayée par Olivier Chastel quelques minutes plus tard, le président du MR débarquant en grosse BMW. On ne se refait pas.

Mais celui qui remporte la palme de l'arrivée la moins discrète, c'est le roi Philippe. Deux policiers à moto, trois voitures dont un fourgon. C'est qui le patron ? ■

MAXIME BIERMÉ